

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE
E/CN.14/CAS.6/16
17 octobre 1969
FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Sixième Conférence des statisticiens africains
Addis-Abéba, 22-31 octobre 1969

RAPPORT PRELIMINAIRE DE L'ENQUETE REGIONALE SUR L'ORGANISATION
DE LA STATISTIQUE, 1968/69

RAPPORT PRELIMINAIRE

L'enquête régionale sur l'organisation de la statistique, 1968/69Introduction

La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique a été créée à la fin de 1958, année qui correspond à peu près au début de la période pendant laquelle un grand nombre de pays africains ont obtenu leur indépendance. L'une des premières préoccupations a alors été la nécessité des pays de disposer des moyens requis pour la planification de leur développement économique et social. L'accent a donc été mis sur l'amélioration des services de statistiques en vue de fournir des informations chiffrées sur les conditions et les activités de chacun des pays et sur celles de l'ensemble de la région.

Le projet initial destiné à réaliser cet objectif a reçu le nom d'Enquête statistique sur l'Afrique et a consisté essentiellement en un programme de développement des statistiques, élaboré à la lumière des recommandations internationales et approuvé par les pays. Ce projet a été soutenu par un programme intensif de formation, par la fourniture de services d'experts et par l'adaptation de la méthodologie statistique à l'usage de la région. Dans leur majorité, les pays ont travaillé à la réalisation du projet dans la limite de leurs moyens.

Au moment où le document intitulé Développement statistique en Afrique E/CN.14/CAS.4/DEV/1/Rev.1 avait été examiné par la quatrième Conférence des statisticiens africains en 1965, le travail préliminaire sur les questions générales de l'organisation de la statistique semblait avoir été effectivement achevé. Ce document avait résumé les points de vue dans la région sur la façon dont les services de statistique devraient être organisés et sur le travail à entreprendre, compte tenu des nécessités du développement et des recommandations statistiques internationales. Par la suite, le secrétariat avait donc concentré son attention sur un examen plus détaillé des mesures nécessaires à l'amélioration des statistiques dans des domaines précis.

En 1967, la cinquième Conférence des statisticiens africains avait, cependant, soulevé de nouveau la question de l'organisation de la statistique et demandé que des recherches plus poussées soient entreprises. Cette demande était basée sur l'idée que les pays qui font face, à présent, à des problèmes d'organisation, pourraient tirer profit de l'expérience des autres pays qui ont déjà surmonté de semblables problèmes. A cet égard, il avait été tenu compte de la justification des inscriptions budgétaires pour certains des projets statistiques les plus coûteux.

Le secrétariat de la CEA pense qu'il y a deux façons de satisfaire les besoins exprimés par la cinquième Conférence. Premièrement, et certainement la façon la plus adéquate pour y parvenir, est de poursuivre le travail actuel dans des domaines spécifiques de la méthodologie, travail qui porte sur une étude détaillée des usages des pays et sur l'élaboration de recommandations relatives aux adaptations appropriées à la région. La deuxième façon de procéder qui, maintenant, semble recherchée, est de suivre le développement de chacun des services de statistique beaucoup plus en détail qu'il n'a été possible de le faire par le passé.

Le secrétariat a donc effectué l'enquête régionale sur l'organisation de la statistique dont les premiers résultats sont présentés dans le présent document. Ce rapport n'est que provisoire car il paraît utile de connaître les vues de la sixième Conférence des statisticiens africains sur les principaux résultats opère de s'assurer que la version finale de ce rapport reflète exactement la situation dans la région.

Les questionnaires ont été en général remplis avec le plus grand soin sauf quelques déficiences notées ci-dessous. Le nombre de réponses reçus des services statistiques nationaux a été le suivant :

<u>Sous-régions</u>	<u>Nombres</u>
Nord	4
Ouest	8
Centrale	5
Est	8
Autres ^{1/}	3
Total	28

Deux organismes statistiques inter-gouvernementaux ont également fournis des réponses mais le présent rapport ne tient compte que des réponses émanant des pays.

Organismes de rattachement et dispositions légales

Le tableau 1 fait apparaître que plus de la moitié des bureaux statistiques qui ont renvoyés les questionnaires dépendent du ministère du Plan; la majorité des autres sont rattachés aux bureaux du Président ou du Premier Ministre.

TABLEAU 1

Organismes de rattachement des bureaux statistiques nationaux

<u>Sous-régions</u>	<u>Bureau du Président ou du Premier Ministre</u>	<u>Ministère du Plan</u>	<u>Ministère des Finances</u>	<u>Total</u>
Nord	1	3	-	4
Ouest	1	6	1	8
Centrale	3	2	-	5
Est	3	4	1	8
Autres	2	1	-	3
Total	10	16	2	28

^{1/} Pays de l'Afrique méridionale.

L'enquête a permis de déterminer les liens existants entre les bureaux statistiques et le Plan. Le tableau 1 montrait déjà que ces liens étaient étroits mais le tableau 2 le fait apparaître encore plus clairement. Lorsqu'un bureau statistique est rattaché au cabinet du Président ou du Premier Ministre le Plan en dépend également. Le lien institutionnel le plus important dans la région entre la statistique et le Plan provient du fait qu'ils appartiennent tous deux au même ministère, très souvent le Ministère du Plan.

TABLEAU 2

Liens entre la statistique et le plan
Nombre de bureaux de la statistique

	Nord	Ouest	Centrale	Est	Autres	Total
Même ministère	3	6	4	7	3	23
Représentation commune au sein du Comité de planification ^{1/}	1	-	-	1	-	2
Liaison plus lâche	-	2	1	-	-	3
Total	4	8	5	8	3	28

Le tableau 3 montre qu'il existe une législation statistique dans la plupart des pays. Toutes les réponses ont également souligné qu'on avait établi une réglementation pour les nominations et les promotions du personnel des services statistiques. Toutefois sur ce dernier point les réponses n'indiquent pas clairement s'il s'agit d'un cadre administratif général ou d'une réglementation spéciale pour les statisticiens.

TABLEAU 3

Existence de textes législatifs sur la statistique

Sous-région	Pays ayant une législation statistique	Pays n'ayant pas de législation statistique	Total
Nord	4	-	4
Ouest	7	1	8
Centrale	5	-	5
Est	6	2	8
Autres	3	-	3
Total	25	3	28

^{1/} Pour ces pays la statistique et le Plan ne dépendent pas du même ministère. D'autres cas de représentation commune au sein du Comité de planification se trouvent à la ligne 1 du tableau.

Dispositions budgétaires

Un des faits les plus significatifs de l'enquête est que moins de la moitié des bureaux statistiques africains possèdent un budget autonome. (Voir tableau 4). Si l'on considère la position apparemment prédominante du Ministère du Plan telle qu'elle apparaît aux tableaux 1 et 2 on peut se demander si les services statistiques pourraient jouir d'une indépendance, c'est-à-dire d'un budget autonome, reconnu généralement comme souhaitable.

TABLEAU 4

Responsabilité budgétaire des services nationaux de statistique

	Nombre de services statistiques					Total
	Nord	Ouest	Centrale	Est	Autres	
Autonomie budgétaire	2	5	2	2	1	12
Pas d'autonomie budgétaire	1	3	3	6	2	15
Non spécifié	1	-	-	-	-	1
Total	4	8	6	8	3	28

Les dispositions budgétaires sont généralement les conditions les plus importantes pour organiser n'importe quel projet. Il est donc surprenant que les réponses les moins précises ont été justement fournies à cette partie du questionnaire. Les résultats provisoires ainsi obtenus sont présentés aux tableaux 5 et 6, mais ils doivent être interprétés avec la plus grande prudence. Les deux défauts principaux de ces chiffres tiennent au fait que certains services statistiques n'ont pas fourni la ventilation de leurs dépenses ou en ont omis certains types (parfois même le coût total du service) dans le cas où ils étaient budgétairement dépendants d'un autre organisme administratif. Etablir le coût des opérations statistiques, soit sur le terrain, soit au bureau central, n'est pas difficile car il se compose toujours des salaires, transports, équipement et fournitures. Au cours de la conférence le secrétariat prendra contact avec les représentants des pays ayant fourni des réponses incomplètes sur ce point et il pense pouvoir faire figurer dans le document final des chiffres plus représentatifs de la situation.

TABLEAU 5

Budget pour l'année financière en cours
(en milliers de dollars EU)

Sous-région	Nombre de pays classés selon l'importance de leur budget total						Total
	Jusqu'à 50	De 50 à 100	De 100 à 400	De 400 à 1.000	De 1.000 à 1.500	Pas de réponse	
Nord				1	1	2	4
Ouest	2		4		2		8
Centrale		2	3				5
Est		1	2	4		1	8
Autres	1	1				1	3
Total	3	4	9	5	3	4	28

TABLEAU 6

Dépenses des services statistiques selon le genre d'opérations
(en milliers de dollars EU)

Sous-région	Direction générale	Antennes de la direction générale et travaux sur le terrain	Projets spéciaux	Dépenses totales		
				Total	Nombre de pays	Moyenne
Nord	1.095	-	153	2.018	2	1.009
Ouest	1.703	800	523	3.162	8	395
Centrale	663	82	153	950	5	190
Est	2.033	268	856	3.162	7	452
Autres	82	-	16	86	2	43
Total	5.576	1.150	1.701	9.378	24	391

Si l'interprétation du secrétariat est correcte les dépenses annuelles moyennes des services statistiques sont de l'ordre de 400.000 dollars. Ce chiffre paraît élevé étant donné le petit nombre d'opérations statistiques effectuées dans la plupart des pays; il ne peut s'expliquer que par des projets spéciaux tels que les recensements de population. Il apparaît néanmoins que les gouvernements dépensent pour la statistique beaucoup plus qu'il y a quelques années. Les dépenses varient considérablement d'un service statistique à l'autre mais ceci peut probablement s'expliquer par la taille des pays et les différentes étapes du développement de la statistique. Le secrétariat entreprendra une analyse plus détaillée quand il pourra disposer de données budgétaires révisées.

On avait espéré que les chiffres présentés au tableau 6 donneraient une indication assez précise de la mesure selon laquelle les pays avaient réussi à mettre sur pied une organisation pour les travaux sur le terrain. Les données reçues ne permettent malheureusement pas de dégager des conclusions précises car en certain cas le coût des travaux n'a pas été présenté séparément du coût de la direction générale et sont de ce fait comprises dans les chiffres de la première colonne du tableau. Les renseignements contenues dans les rapports des pays indiquent qu'environ une douzaine de pays accordent une attention sérieuse au développement des opérations sur le terrain.

Structure des services statistiques

On trouvera au tableau 7 une classification des pays selon la structure du service statistique. Les deux principaux groupes sont formés par les pays qui ont une direction centrale et des unités statistiques dans d'autres ministères et ceux qui disposent en plus d'antennes de la direction centrale et où une organisation permanente pour les travaux sur le terrain.

En règle générale les pays ont opté pour une certaine décentralisation en organisant leurs services statistiques.

TABLEAU 7

Structure des services statistiques

Sous-région	Type de structure				Total
	Direction centrale seulement	Direction centrale + B.O + F.O	Direction centrale + OSU	Direction centrale + B.O/F.O + OSU	
Nord	-	-	-	-	4
Ouest	1	-	3	4	8
Centrale	-	-	1	4	5
Est	-	1	6	1	8
Autres	2	-	1	1	3
Total	3	1	11	13	28

B.O = Unités statistiques. F.O = Organisation pour travaux sur le terrain
OSU = Antennes.

Dans la plupart des pays il n'existe pas de liens administratifs entre le service central de statistique et les unités statistiques situées dans d'autres services.

TABLEAU 8

Liens administratifs entre le service central de statistique
et les autres unités statistiques

Liens	Sous-région					Total
	Nord	Ouest	Centrale	Est	Autres	
Contrôle direct	2	-	-	1	-	3
Pas de liens administra- tifs mais consultations	2	6	5	4	1	18
Pas de liens	-	1	-	2	-	3
Pas d'autres unités statistiques	-	1	-	1	2	4
Total	4	8	5	8	3	28

Une autre question relative à la structure et aux activités des services statistiques concernait les recensements et les enquêtes en cours ou prévues pour un futur proche. 59 de ces enquêtes ont été signalées principalement dans le domaine de la démographie, de l'agriculture et des budgets familiaux.

Il est difficile d'interpréter correctement ces données sans avoir reçu les données budgétaires révisées.

Personnels

Le nombre de statisticiens employés par les bureaux centraux de statistique figure au tableau 9. Les données sont présentées ici sans commentaires car elles doivent être comparées avec les résultats d'enquêtes antérieures et avec le nombre de personnes formées par le programme régional de formation statistique. Il est cependant clair, qu'au moins pour les ingénieurs et ingénieurs des travaux, ces chiffres ne représentaient qu'une faible partie de la main-d'oeuvre statistique totale dans la région. Ceci est peut être une indication supplémentaire du fait que les services de statistiques en Afrique sont de plus en plus décentralisés.

TABLEAU 9

Situation en personnel des services de statistiques

Eus-régions	Fonctionnaires en postes									
	Nord	Autres	Ouest	Autres	Nat.	Centrale	Autres	Est	Autres	Total
Nat.	Autres	Nat.	Autres	Nat.	Autres	Nat.	Autres	Nat.	Autres	
<u>Direction Générale</u>										
Ingenieurs et	56	3	84	9	15	3	36	32	4	195
Ingenieurs des travaux	125	-	165	4	68	1	118	4	7	483
Niveau moyen	322	-	807	18	217	-	481	9	27	1.854
Autres										27
<u>Antennes et travaux sur le terrain</u>										
Ingenieurs et	8	-	2	-	3	-	-	-	-	13
Ingenieurs des travaux	16	-	43	-	28	-	12	-	-	99
Niveau moyen	73	-	963	2	224	-	216	1	-	1.476
Autres										3
Total	600	3	2.064	33	555	4	863	46	48	6
										4.120
										92

Nat. - Nationaux.

Comme dans les enquêtes précédentes portant sur le personnel des services statistiques, on avait demandé aux pays de fournir une estimation de leurs besoins en statisticiens. L'analyse des premiers résultats indique que le nombre d'ingénieurs ou ingénieurs des travaux doit être augmenté de près de 90 pour 100, le personnel de niveau moyen de près de 60 pour 100 et le nombre de commis d'un peu plus de 10 pour 100. Ce dernier chiffre ne tient sans doute pas suffisamment compte des opérations sur le terrain.

Assistance technique et formation

A partir des réponses aux questionnaires on a dressé le tableau 10 qui donne le nombre d'experts, et le tableau 11 qui indique le nombre de personnes en formation à plein temps.

TABLEAU 10

Programmes d'assistance technique des services statistiques

Nombre d'experts

Sujet	Nord		Ouest		Centrale		Est		Autres		Total	
	N.U.	Aut.	N.U.	Aut.	N.U.	Aut.	N.U.	Aut.	N.U.	Aut.	N.U.	Aut.
Non spécifié		1	1	2		4		10		1	1	18
Opex	1			3			4		2	1	7	4
Enquête par sondage	1						1				2	-
Enquête de consommation							1				1	-
Statistiques économiques	1		2	3	2		3	2		1	8	6
Comptabilités nationales	1		3	1			1	1	1		6	2
Statistiques agricoles			1	1					1		2	1
Démographie	1						3				4	-
Informatique				2		3	1	1			1	6
Total	5	1	7	12	2	7	14	14	4	3	32	37

TABLEAU 11
Nombre de personnes en formation à plein temps

	Nord	Ouest	Centrale	Est	Autres	Total
<u>Ingénieurs et</u>						
<u>Ing. des travaux</u>						
en Afrique	70	34	9	6	-	119
ailleurs	10	25	19	24	2	80
<u>Niveau moyen</u>						
en Afrique	53	35	54	20	5	167
Total	133	94	82	50	7	366

Traitement de l'information et publications

Les renseignements fournis par les pays dans les questionnaires qu'ils ont fait parvenir au secrétariat ne figurent pas dans le présent rapport. Il semble qu'il y ait eu quelques malentendus au sujet de l'utilisation d'équipements mécanographiques ou d'ordinateurs. Une analyse rapide des réponses indique que ces équipements ne seraient utilisés en moyenne par pays que pour 2,4 rubriques statistiques (recensements, enquêtes par sondage, etc...).

Conclusions provisoires

Bien que les résultats soient encore provisoires et que des renseignements complémentaires soient nécessaires, quelques conclusions peuvent être tirées des données présentées ci-dessus.

Il semble qu'il faille maintenant porter l'attention plus que dans le passé sur l'organisation des services statistiques dans le cadre de la structure administrative de l'Etat. Les besoins de la planification ont amené le développement de la statistique avec pour résultat l'existence de liens institutionnels très étroits entre le Plan et les services statistiques. Dans la majorité des pays ces deux services dépendent du même ministère et il semble que le service statistique ait tendance à être subordonné au Plan. Dans la première phase du développement cette situation peut présenter des avantages; mais peu après, lorsque le plan a commencé ses travaux, il est souhaitable d'assurer l'impartialité des données statistiques en accordant quelque indépendance au service qui les produit.

Il convient de mettre l'accent sur les déficiences relevées dans les réponses aux questionnaires sur le budget des services statistiques. Mis à part ce fait que ces déficiences ont rendu difficile l'analyse provisoire des résultats, elles indiquent que les statisticiens africains ne considèrent pas encore leurs activités en terme d'utilisation optimum des ressources disponibles. A ce propos on doit noter que la quantité et la qualité des données statistiques élaborées à présent n'ont quelquefois qu'un rapport assez lointain avec le personnel statisticien et les ressources financières disponibles. Au niveau actuel du développement, il n'est pas déraisonnable de penser que les services statistiques grandiront en termes de personnel plus rapidement qu'en termes de production, ce qui signifie qu'en de nombreux pays le problème essentiel est celui de l'efficacité dans l'organisation des travaux statistiques.

Un autre point important est celui de l'équilibre des différentes activités dans le cadre des programmes statistiques. Bien qu'il faille encore effectuer quelques corrections aux réponses obtenus au cours de l'enquête, il apparaît que les activités statistiques sont encore trop étroitement centrées sur le traitement de données provenant de sources administratives, tandis que le recueil direct d'informations auprès des ménages ou des entreprises ne reçoit pas toute l'attention désirable. Il est exact que des grandes opérations sur le terrain ont des implications financières importantes mais il est nécessaire de se persuader de la nécessité de mettre sur pied les opérations statistiques englobant le plus grand nombre possible de rubriques.

En ce qui concerne le personnel, les progrès rapides ont été réalisés durant les derniers dix ans, mais il apparaît qu'un nombre assez important de personnel nouveau du niveau supérieur ou du niveau moyen est encore nécessaire. La tendance à la décentralisation des services statistiques africains rend plus difficile les prévisions en personnel.

Dans un rapport provisoire de ce genre il est nécessaire de s'en tenir aux problèmes qui ont fait l'objet de l'enquête et aux résultats que celle-ci a fourni. Le rapport ne doit donc pas être considéré comme une revue générale de la situation des services statistiques africains. On peut dire cependant que les progrès ont été importants mais que beaucoup reste encore à réaliser.